



# Déclaration du SNUipp-FSU 77

CDEN du 12 novembre 2015

Monsieur le préfet, Madame la vice-présidente du conseil départemental, Madame l'inspectrice d'académie, Mesdames et Messieurs,

C'était l'une des promesses phares du candidat Hollande en 2012 : la priorité donnée à l'école primaire, là où « *les premières difficultés se manifestent et l'échec scolaire se forme* ». La « *refondation de l'école* », si chère à l'ancien ministre de l'éducation Vincent Peillon, devait se faire « *dans l'ordre* », commencer par le commencement. Par cette école primaire dans laquelle la France investit moins que dans le secondaire.

Malcolm X disait : « *une école ségréguée est une école contrôlée par des gens qui se moquent bien de l'éducation* ».

A l'heure où notre ministre entrebâille la porte de la mixité sociale dans les collèges, nous ne pouvons que nous étonner que les écoles ne soient pas également concernées par cette expérimentation. D'après Jean-Christophe Dumont (de l'OCDE) : « *Les inégalités et les difficultés observées en France apparaissent dès l'école maternelle, pour ensuite s'accroître jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et au-delà. Ce constat général n'est pas nouveau et de nombreuses réformes ont visé à renforcer et à concentrer les moyens sur les apprentissages fondamentaux, notamment pour les élèves en difficulté. Ces réformes auraient dû avoir un impact positif sur la performance des élèves et auraient aussi dû permettre au système éducatif français de devenir plus inclusif. Cependant, les résultats ne sont pas au rendez-vous, principalement en raison de l'insuffisance des mesures concrètes mises en place depuis 30 ans afin d'offrir aux enseignants la possibilité de mettre en place une gestion plus personnalisée des élèves en difficulté.* » Ré-instaurer de la mixité sociale dans certaines écoles permettrait de diminuer ces inégalités car comme le dit si bien notre ministre : « *Rien ne remplace l'expérience de l'altérité dans le chemin vers la citoyenneté.* » Toujours d'après Jean-Christophe Dumont : « *ces enfants sont souvent concentrés dans des zones géographiques bien déterminées et fréquentent des écoles sous dotées, notamment en personnel. On constate à cet égard que 37,4 % des enseignants en éducation prioritaire ont ainsi moins de 35 ans contre 25,7 % hors éducation prioritaire.* » Pour le SNUipp-FSU77, développer des politiques plus incitatives afin d'attirer des enseignants plus expérimentés et mieux formés dans les établissements difficiles et réduire significativement la taille des classes dans les établissements difficiles pour favoriser la mise en place d'une pédagogie différenciée et permettre ainsi une plus grande individualisation de l'enseignement, devraient être les priorités absolues des politiques gouvernementales et départementales.

A l'aube de la première phase de la carte scolaire 2016-2017, le SNUipp-FSU 77 maintient son exigence d'un véritable plan de rattrapage pour notre département afin qu'il ne soit plus le parent pauvre des dernières lignes d'un classement national. Les dotations positives de ces dernières années sont insuffisantes et permettent seulement de faire face à la hausse démographique. Elles n'aboutissent pas à une réelle évolution des effectifs à la hauteur de nos revendications : 25 élèves par classe, 20 en REP et REP+, 15 en petite et toute petite section de maternelle, 10 en ULIS et 12 en CLIS, 16 en SEGPA et un allègement significatif pour la prise en charge des élèves en situation de handicap. Elles ne répondent pas aux autres besoins de notre département : renforcement des RASED impliquant des créations de postes E et G en nombre suffisant et également de postes F pour les SEGPA, scolarisation des moins de 3 ans et effectifs moins lourds en maternelle, création de postes d'UPE2A et de « plus de maîtres que de classes » à la hauteur des besoins.

Nous maintenons enfin notre position antérieure sur la transformation massive de postes de ZIL en postes de BD, alertés par des dizaines de témoignages depuis deux mois :

- remplaçants déboussolés et proménés au gré d'affectations hasardeuses et imprévues,
- BD remplaçant des BD arrivés une heure plus tôt ou BD restés dans leur école de rattachement plusieurs jours alors que des remplacements étaient nécessaires dans les écoles voisines,
- secrétaires de circonscription frustrées car n'ayant pas les informations nécessaires pour répondre aux demandes des écoles,
- enseignants et directeurs perplexes devant le remplacement tardif d'absences annoncées depuis des mois.

Loin de nous l'idée de jeter la pierre aux personnels des services qui font ceux qu'ils peuvent pour faire face aux conséquences d'une décision inadaptée à la réalité de notre département. Nous vous demandons donc de repenser cette vision du remplacement à l'échelle de la Seine-et-Marne.

Je vous remercie